



Presbytère Saint-Athanase, 1838.

500, 1^{re} rue,
Iberville, Saint-Jean-sur-Richelieu

Source : Archives de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu



Avant la création de la mission de Saint-Athanase, les colons des Mille-Roches se dirigent, non sans difficulté, vers les paroisses de Saint-Olivier (Saint-Mathias-sur-Richelieu) et de Saint-Luc pour accomplir leurs devoirs spirituels.

Le 14 octobre 1821, Mgr Jean-Jacques Lartigue, évêque de Telmesse, détermine l'emplacement de la future église. Le terrain, concédé par Napier Christie Burton, dans un acte rédigé le 12 février 1822 par son agent foncier et notaire Edme Henry, devait alors accueillir une église, un presbytère, une école, un cimetière ainsi que d'autres dépendances. C'est à ce moment, que l'abbé Pierre Robitaille offre aux Mille-Roches le vocable de Saint-Athanase, évêque d'Alexandrie et docteur de l'Église.

Le 4 mars 1823, les syndics établissent un contrat avec l'entrepreneur Pierre Papineau de Chambly, afin qu'il érige une église ainsi qu'un presbytère de bois. Dès 1832, le presbytère, devenu vétuste, est abandonné, puis rasé par les flammes. En 1838, on en érige un second au même emplacement, mais cette fois en pierre des champs. La demeure de style néoclassique qui mesure 40 pieds par 30 pieds et qui s'élève à 16 pieds au-dessus du sol subira par la suite différentes transformations.

Ancien couvent de St-Georges d'Henryville, 1862.

160, rue de l'Église, Henryville

Source : Jean-Dominique Brosseau, *Essai de monographie paroissiale : St-Georges d'Henryville et la seigneurie de Noyan*, La Cie d'Imprimerie et Comptabilité de Saint-Hyacinthe, Québec, 1913



COUVENT DE SAINT-GEORGES

En 1815, il y a établissement par le notaire Edme Henry des villages de Christieville (Iberville), Henrysburg (Henryville) et Napierville. Henry agit à titre d'agent foncier de Napier Christie Burton. On remarque que la consonance des toponymes de ces différentes localités rappelle les noms de ces hommes influents.

Le petit hameau de Henrysburg sera par la suite nommé Rivière du Sud, puis Henryville. En 1854, Joseph Gariépy, un généreux bienfaiteur, offre gratuitement un lopin de terre afin qu'on y érige un couvent où les jeunes filles pourraient bénéficier en plus d'une instruction élémentaire, d'un enseignement supérieur. Une opportunité qui n'était alors offerte que dans les villes lointaines.

Les paroissiens offrent même 18 000 francs au curé St-Aubin pour la construction du couvent. Les travaux débutent, puis le 24 septembre 1862, cinq religieuses de la Présentation de Marie viennent prendre possession du nouveau couvent de St-Georges d'Henryville. Les classes s'ouvrent le 20 septembre avec soixante élèves pensionnaires.

Avec le temps, le nombre de pensionnaires diminue et les religieuses n'ont d'autre choix que de vendre l'institution qu'elles quittent définitivement à la fin de mai 1975. Le 20 septembre 1980 marque l'ouverture officielle du Castel d'Henryville devenu résidence pour personnes âgées et retraitées. Aujourd'hui, on le nomme Domaine de l'oasis.

Maison Traver Van Vliet, 1823
22, rue Van Vliet, Lacolle



Traver Van Vliet naît à Alburg au Vermont, le 1^{er} avril 1800. Dans la foulée de la guerre d'indépendance américaine, son père Jan Van Vliet qui est de descendance hollandaise et sa mère Helena (Eleanor) Traver choisissent de migrer au Canada. Ces Loyalistes fidèles à la couronne britannique s'implantent dans la seigneurie de Beaujeu.

Traver apprend d'abord le métier de commis de magasin à La Prairie. Lorsque se termine la guerre de 1812, il revient à Lacolle. Il est par la suite fabricant de

poêles à bois, puis de charrues. On le connaît également comme agriculteur, charpentier, propriétaire d'un magasin général, puis d'une fonderie. Officier de la milice volontaire durant les rébellions patriotes, il participera à la fameuse bataille d'Odelltown, les 7 et 8 novembre 1837.

C'est en 1823 qu'il construit cette maison de style loyaliste pour un employé. Il y emménage avec sa famille en 1831. Assis à sa fenêtre, il débute le 11 décembre 1861 l'écriture d'un journal. Celui dont le nom est indissociable de l'histoire de Lacolle y consigne les événements qui se passent sur la ferme et au village. Il y relate même des épisodes de sa jeunesse et commente à l'occasion l'actualité politique.

Maison Roy, 1835-1837.

2554, rue Principale,

Saint-Blaise-sur-Richelieu

Source : Joseph-Laurent Pinsonneault



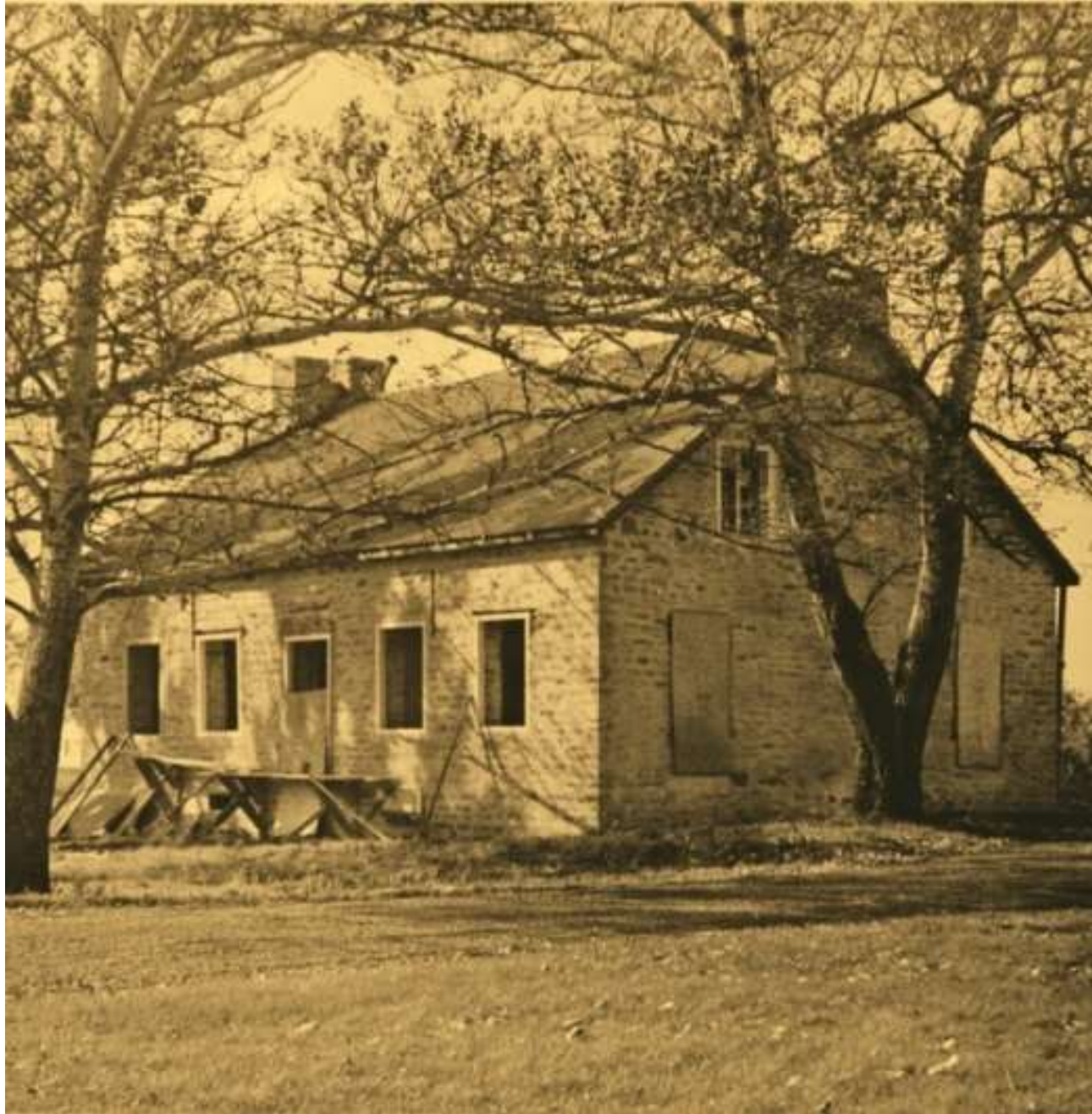
Érigées entre 1835 et 1837, la maison Roy et son annexe sont classées monuments historiques en 1972. Cette demeure bourgeoise en pierre de rang construite pour David Roy et son épouse Marguerite Sarrazin témoigne du savoir-faire de la famille Roy, une dynastie de maçons qui érigea plusieurs maisons dans la région.

Le 27 novembre 1837, des Patriotes sont réunis chez l'aubergiste François-Jacques Surprenant au chemin de la grande ligne et prévoient un coup de main contre les troupes du fort Saint-Jean. Abandonnant leur projet faute d'armes et en raison de leur faible nombre, la troupe décide plutôt d'aller appréhender le traître Joseph Armand dit Chartrand.

Venu récupérer ses gages chez David Roy pour avoir débuté des travaux de maçonnerie, Chartrand est intercepté par les Patriotes. On l'accuse d'avoir voulu se joindre à une compagnie de Volontaires de Saint-Jean qui aurait projeté incendier des maisons et des bâtiments à Grande Ligne (Saint-Blaise-sur-Richelieu).

Chartrand sera, au terme de ce procès sommaire, fusillé non loin de la maison de David Roy. Quatre des exécutants seront traduits en justice en avril 1838. Ils seront acquittés le 7 septembre suivant par un jury qui conclut qu'il s'agissait d'un acte de guerre.

École de fabrique de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, 1831.
1464, chemin du Clocher, L'Acadie, Saint-Jean-sur-Richelieu
Source : Archives de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu



En 1824, le Parlement bas-canadien adopte la *Loi des écoles de fabriques*, afin de faciliter la création et le bon fonctionnement des écoles élémentaires pour les francophones catholiques.

À L'Acadie, comme les paroissiens commencent à sentir les inconvénients des écoles mixtes, le curé Jean-Baptiste Paquin demande à son évêque l'autorisation d'ériger sur le terrain de la fabrique une maison d'école afin d'instruire les jeunes filles.

Le 1^{er} avril 1831, un marché est établi entre l'entrepreneur François Paradis et messire Jean-Baptiste Paquin pour la construction d'une maison d'école sise sur

le terrain de l'église. D'ailleurs, Eugénie Hortense Bove-Tugault, la bienfaitrice qui rendra possible l'inauguration d'un hospice à Saint-Jean en 1868, y est institutrice. Elle en habite même la portion ouest avec son fils et son mari Henry Tugault qui enseigne quant à lui aux garçons de la paroisse dans le haut du presbytère.

Après 1879, l'école de fabrique de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie change de vocation pour devenir la demeure des différents bedeaux. Classée immeuble patrimonial en 1964, cette résidence privée forme avec l'église Sainte-Marguerite-de-Blairfindie et son presbytère un ensemble architectural exceptionnel au Québec.

Gare du Canadien Pacifique, 1887.

75, rue Foch, Saint-Jean-sur-Richelieu

Source : Collection Gilles Pépin.



En 1886, la Compagnie de chemin de fer Atlantic & North West Railway (filiale du Canadien Pacifique) achète une parcelle de terre située derrière le palais de justice de Saint-Jean. L'année suivante, on y érige un bâtiment de brique rattaché au courant pittoresque qui abritera une gare servant de halte sur ce nouveau chemin de fer qui relie Montréal à Halifax. L'édifice est localisé à proximité de l'endroit occupé auparavant par un asile d'aliénés mentaux.

Durant la Première Guerre mondiale, les ouvriers de Saint-Jean empruntent cette voie ferrée pour aller travailler aux usines de munitions montréalaises. Aussi, en mai 1939, quelques mois avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, le roi George VI et la reine Elizabeth, les premiers monarques en titre de passage au Canada, empruntent les voies du Canadien Pacifique à bord du train royal afin d'effectuer la tournée du Dominion, s'arrêtant à Saint-Jean le 12 juin en compagnie du premier ministre du Canada William Lyon Mackenzie King.

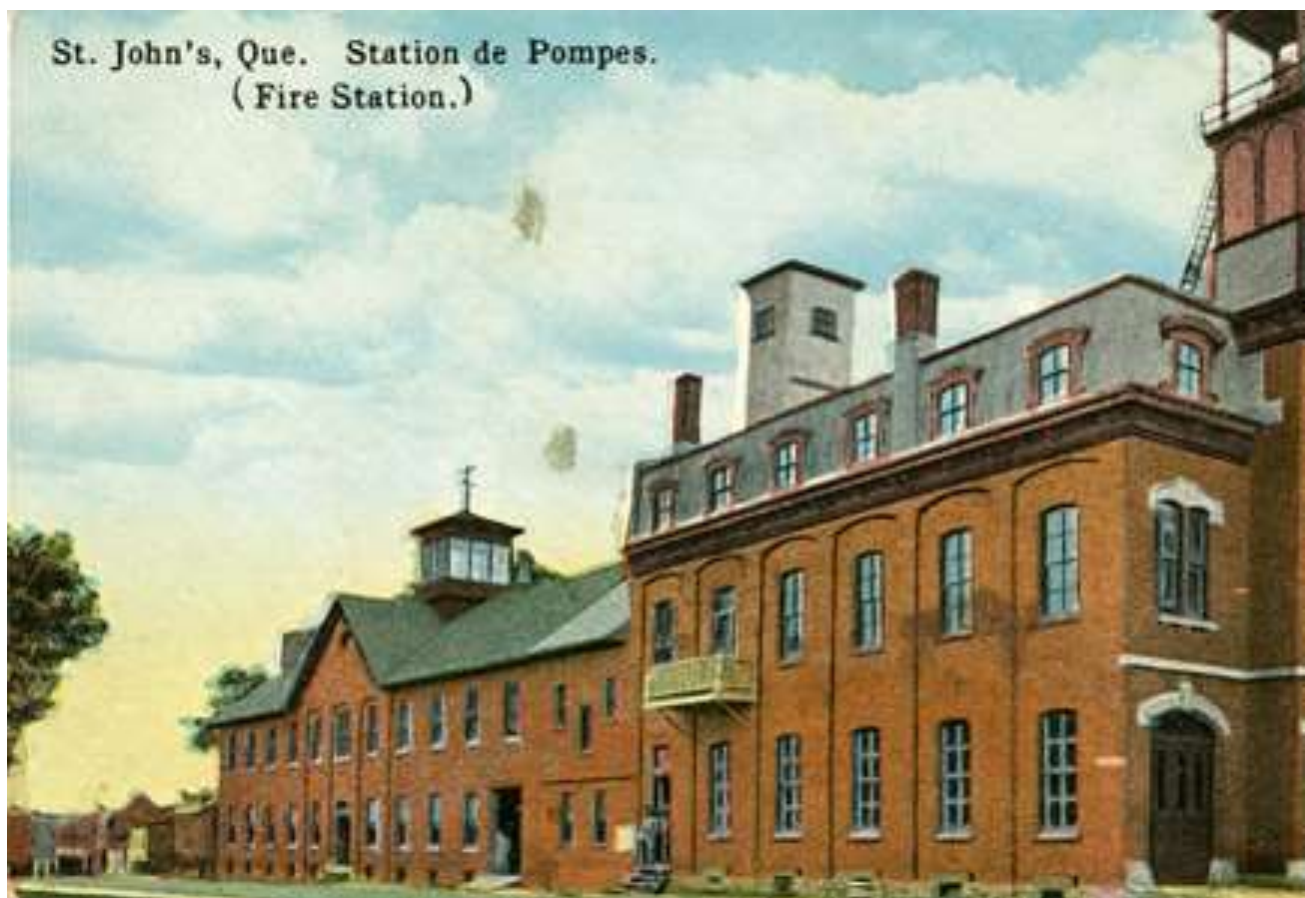
Notons qu'autrefois, un impressionnant réservoir d'eau jouxtait la voie ferrée afin de ravitailler les locomotives à vapeur qui y affluaient.

Station de pompes, 1876.

181, rue Longueuil,

Saint-Jean-sur-Richelieu

Source : Joseph-Laurent Pinsonneault, Collection Musée du Haut-Richelieu



Après le Grand feu de 1876, la *Station de pompes* (caserne de pompiers) vient s'adosser au bâtiment de la *Place du Marché* (1858). L'édifice de brique d'influence Second Empire est réalisé par l'entrepreneur Pierre Jolette d'après les plans de l'architecte F.H. Maillot. Il est inauguré le 28 janvier 1877.

La façade principale qui offre un ordonnancement symétrique est composée d'une tour centrale en demi-hors-œuvre qui est elle-même coiffée d'un clocher à toit en pavillon qui abritait autrefois la cloche destinée à sonner le tocsin. Une seconde tour, aujourd'hui disparue, servait quant à elle à sécher les tuyaux. La

mansarde de l'édifice accueillait d'ailleurs la brigade des pompiers. Ce lieu, véritable poste d'observation, offrait une vue imprenable sur la ville.

Acquise par le conseil municipal le 24 juin 1876, la *Silsby*, une pompe à vapeur hippomobile servant à combattre les incendies y loge toujours.

Le bâtiment multifonctionnel héberge aussi en 1911 le poste de police. À ce moment, on aménage trois cellules au sous-sol, dont les vestiges sont toujours présents. L'édifice abrite aujourd'hui le Musée du Haut-Richelieu.

Ancien bureau de poste, 1907-1909.

203, rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu

Source : Joseph-Laurent Pinsonneault, Collection Musée du Haut-Richelieu



En 1812, il y a création d'un premier bureau de poste au fort Saint-Jean. Puis en 1878, on en érige un second sur la rue Richelieu. L'édifice d'influence victorienne qui héberge également le service des douanes devient rapidement trop exigu pour combler les besoins grandissants et sera démoli en 1905.

Le troisième bureau de poste dessiné par Joseph-E.-Alexandre Benoît, un architecte et ingénieur habitant Saint-Jean, sera achevé en 1908. Situé au coin des rues Jacques-Cartier Nord et Saint-Jacques, l'imposant bâtiment mansardé de trois étages est caractérisé par ses deux tours : une première surplombée d'un cadran et une seconde coiffée d'une balustrade. Le maître poste loge alors sur place et en occupe le troisième étage.

Les services postaux y demeurent jusqu'en 1957. Par la suite, l'édifice abrite la bibliothèque, la cinémathèque ainsi que différents organismes. En janvier 1968, un incendie décime complètement le dernier étage faisant disparaître la fameuse horloge.

L'immeuble qui ne sera pas restauré à l'identique conserve néanmoins ses arcs en plein cintre et de nombreuses ornements. Il loge désormais le Cercle des fermières Saint-Jean-sur-Richelieu et depuis 1983 la Société d'histoire du Haut-Richelieu.

Pavillon Massey, 1937

Collège militaire royal de Saint-Jean,
15 rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu
Source : Collection Musée du Fort Saint-Jean, MFSJ19400802001



Le bâtiment original construit à cet endroit en 1839 par les *Royal Engineers* (Ingénieurs royaux) dans la foulée des Rébellions patriotes a été détruit par un incendie en 1883. Reconstruit en 1937, le pavillon Massey est un édifice fédéral reconnu en raison de son importance historique de par son architecture et de son emplacement au cœur du lieu historique national du Fort-Saint-Jean.

Ce bâtiment se démarque par sa conception d'inspiration classique ainsi que par les matériaux utilisés qui renforcent l'harmonie des trois autres bâtiments érigés en 1839 qui forment le quadrilatère historique. Ce pavillon abrite aujourd'hui les bureaux de la Corporation du Fort St-Jean, un organisme à but non lucratif qui gère le site du Collège militaire royal de Saint-Jean.

La photographie montre le dernier rassemblement monté du The Royal Canadian Dragoons qui se déroula le 2 août 1940. Formé en 1883, il s'agit du régiment de cavalerie le plus ancien au Canada. C'est à Saint-Jean que se clos l'histoire de la cavalerie militaire canadienne avec l'exécution du cheval-vétérain Teddy, le 10 septembre 1940.

Palais de justice d'Iberville / École Notre-Dame-de-Lourdes, 1861.

290, 5e Avenue,

Iberville, Saint-Jean-sur-Richelieu

Source : Archives de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu



En 1830, il y a création du comté municipal de Rouville. Le village de Christieville (Iberville) en est le chef-lieu. La carte électorale est redessinée en 1853, moment où l'on crée le comté d'Iberville. Même si au premier abord on semble lui préférer Henryville, Christieville conserve néanmoins son titre de chef-lieu.

Le projet d'édification d'un palais de justice à Iberville remonte à 1857. Il faut toutefois attendre 1861 pour que l'immeuble nommé communément « L'Oyance » (dérivé d'audience) dessiné par les architectes montréalais Frederick Lawford et James Nelson soit érigé. C'est John Pearson, un entrepreneur d'Iberville qui en obtient le contrat.

On remarque les bandeaux et les chambranles de pierre qui ornent la façade principale, le fronton triangulaire de l'avancée centrale ainsi que le clocheton qui couronne l'édifice lié au courant palladien. C'est en 1922, que l'ensemble de l'activité judiciaire est transférée au palais de justice de Saint-Jean.

En mars 1928, la commission scolaire achète l'édifice pour 6000\$, dans le but de le convertir en école pour jeunes filles. Puis en septembre, quatre religieuses de la congrégation Notre-Dame arrivent à Iberville pour diriger l'école qui prend le nom de Notre-Dame-de-Lourdes. Depuis, le bâtiment a été modifié à plusieurs

reprises entre 1930 et 1960 afin d'accueillir un nombre toujours croissant d'élèves.

Marilou Desnoyers
Historienne